COLLÈGE DES
BERNARDINS

Département Société, Liberté, Paix

Séminaire 2013-2014

Chaire Andrea RICCARDI

« La globalisation, une question spirituelle ? »

Séance du 15 octobre 2013

« Une Europe plus petite dans le monde global »

Intervenant : Edouard TETREAU

Synthèse : Maryvonne VALORSO-GRANDIN

Une Europe à l'agonie, ou une Europe infinie ?

Pour **Edouard TETREAU**, l'Europe, et avec elle l'Occident, est devenue plus petite dans un monde plus global ! Et pourtant, l'Europe est vaste (4,5 millions de kilomètres carrés), a une grande population (500 millions d'habitants) et est immensément riche (18.000 MM$ de PIB, 12.000 MM€ d'épargne disponible).

Il y a une centaine d'années, la mondialisation était à son pinacle -liberté des échanges, commerce intense entre les cinq continents, en particulier l'Asie- et l'Europe n'était pas seulement le centre du monde, elle était pratiquement LE monde. La suite de l'histoire est connue : double suicide de l'Europe (guerres de 1914-1918 et 1939-1945), moitié de l'Europe sous protectorat soviétique et l'autre sous la protection américaine pendant près d'un demi-siècle, puis effondrement de l'URSS et triomphe du « consensus de Washington », ce cocktail de démocratie et d'économie de marché. La crise financière de 2008, l'avènement de la Chine et des grands pays « émergents », les printemps arabes, montrent que l'Histoire est à nouveau en marche mais ne s'écrit plus à Washington et encore moins en Europe.

Pour montrer à quel point l'Europe s'est diluée dans la mondialisation, Edouard TETREAU a pris trois exemples :

- le sommet de Copenhague de 2009 où l'Europe, bien qu'en avance en termes d'écologie, n'a pas réussi à faire entendre sa voix,
- la diplomatie européenne absente sur tous les grands dossiers internationaux, que ce soient les printemps arabes (Tunisie, Egypte, Syrie, Lybie), les conflits africains (Somalie, Mali) ou le conflit israélo-palestinien pourtant intimement lié à l'histoire européenne,
- l'Europe de la Défense qui apparaît une chimère avec ses 30 M€, face aux 400 MM€ des États-Unis ou 100 MM € de la Chine, ou 50 MM € de la Russie.

Une Europe-Gulliver enchaînée…

Edouard TETREAU a pris l'image d'une « **Europe-Gulliver » enchaînée,** dont la liste **des « Lilliputiens »** est longue. Pour n'en citer que quelques uns, ce sont :

- **les États eux-mêmes**, leurs égoïsmes et la compétition des intérêts nationaux. La gestion de la crise de l'euro en a donné un bon exemple : chaque État a suivi sa propre feuille de route, son plan de relance ou d'austérité, sa loi censée mieux encadrer les acteurs dangereux de l'économie mondiale que sont devenus les banques et les fonds spéculatifs. A qui la faute ? Aux États européens eux-mêmes, incapables de dépasser leurs intérêts propres et de voir plus loin que leurs frontières. Près d'un siècle après la guerre de 1914-1918 et malgré 60 années de paix et de prospérité apportées par le processus d'union européenne lancé par Jean MONNET et Robert SCHUMAN, les États européens n'ont toujours pas réussi à neutraliser ou dépasser leurs égoïsmes nationaux.
- **la somme des intérêts particuliers**, industriels et financiers, qui manœuvrent l'Europe à leur guise et la piègent dans les rets de lobbies bien organisés. Ces lobbies sont une réalité mesurable et objective. Bruxelles qui est devenue avec Washington l'autre capitale mondiale du lobbying, compte 2.500 organisations de lobbying faisant travailler entre 15 et 20.000 personnes qui font pression sur les 27 commissaires européens et les députés européens.
- **une Bruxellocratie pléthorique**, déconnectée des réalités des peuples qu'elle est censée encadrer et manœuvrée par la compétition des intérêts des États, des lobbies et de l'administration européenne elle-même. L'Union consacre 60 MM€ à ses frais de fonctionnement, autant que le budget de sa diplomatie qui inclue les aides massives au développement mais desquelles elle ne perçoit aucun dividende en termes d'influence ou de coopération mutuelle avec les pays dits « émergents ».

La liste des « Lilliputiens » de l'Europe-GULLIVER pourrait être allongée de celle **des « boucs émissaires »** que l'Europe a toujours su convoquer dans son histoire pour s'absoudre de ses propres échecs et impuissances. L'enfer européen, ce seraient donc les autres ! Un formidable moyen pour exonérer les citoyens, les opinions et les peuples européens -et ceux qui les influencent et les dirigent- de toute responsabilité dans le rabougrissement de l'Europe.

Edouard TETREAU soutient une idée radicalement inverse : **si l'Europe est en train de disparaître de la scène mondiale, c'est à cause des Européens eux-mêmes** et en particulier, des générations aujourd'hui au pouvoir. Les enfants gâtés de l'après-guerre, les enfants de mai 1968 qui n'ont connu que la paix, la prospérité et la très égoïste poursuite de leur bonheur individuel ne consacrent même pas le minimum vital pour assurer leur intégrité et leur souveraineté dans des domaines stratégiques (défense européenne, sécurité sociale) et préfèrent financer leur confort en jetant aux orties ce que l'Europe a de meilleur : son humanisme, son altruisme que les puissances voraces du moment –Russie, Chine et Amériques– sont incapables de comprendre. L'esprit européen fait de tolérance, de souci de l'Autre, d'amour de la diversité, cette capacité à passer les frontières, à dépasser ses intérêts propres, cet esprit-là est consubstantiel à l'idée même de l'Europe. Les générations au pouvoir croient qu'elles pourront « s'en sortir » en pratiquant le « chacun-pour-soi » : la Grande-Bretagne hors de l'Europe, l'Allemagne sans la France, l'Espagne et le Portugal avec l'Amérique du Sud ; ceux qui ont un emploi, un statut, une retraite ; ceux qui peuvent consommer, polluer et s'endetter sans penser à demain, laissant aux générations qui viennent le soin d'assumer l'héritage et de vivre avec. Si l'Europe va mal, si elle est si rabougrie aujourd'hui dans un monde en apparente pleine expansion, c'est bien parce que les Européen ne sont plus européens et que l'idée de l'Europe a quitté les Européens.

De la nécessité à la possibilité d'une renaissance européenne

Edouard TETREAU estime qu'une renaissance européenne est non seulement nécessaire mais qu'elle est possible même s'il s'agira de l'œuvre d'au moins une génération. De la même façon que les vieilles nations ne meurent jamais, il ne serait pas raisonnable selon lui d'anticiper la disparition de l'Europe. Pour cela, il identifie **plusieurs voies possibles pour une renaissance européenne,** dont il en a emprunté certaines qui se sont révélées être des impasses :

- **une initiative franco-allemande majeure** : selon Edouard TETREAU, cette voie-là, bien qu'évidente au regard de l'Histoire, est une impasse car plus personne n'en veut aujourd'hui, à commencer par les Allemands et les Français.
- **une CECA Bis :** mettre en commun nos intérêts, en particulier économiques, pour recréer une envie d'Europe chez les Européens eux-mêmes, c'est-à-dire rendre le projet collectif européen plus désirable, plus concret et plus enthousiasmant [marcher dans le sillage de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier], mais là encore, selon Edouard TETREAU, aucun État ou institution européenne, malgré leurs moyens, ne le veulent.
- **« Reset Europe » :** face à l'incapacité des États européens et de la Commission Européenne de prendre une initiative majeure, « du haut vers le bas », pour relancer l'Europe, Edouard TETREAU s'est dit qu'il fallait lancer une campagne du « bas vers le haut », en créant un mouvement populaire qui s'appuie sur les jeunes générations qui feront l'Europe de demain. Il a donc décidé en 2012 de lancer avec un groupe d'étudiants une initiative baptisée « Reset Europe », dont on trouve encore des traces sur la Toile (www.reseteurope.com), mais qui s'est révélé un échec car l'Europe n'intéresse pas les jeunes générations. Le « rêve européen » ou l'idée européenne ont disparu, non pas du fait de la mondialisation, mais d'une Union Européenne « désincarnée ».
- **Un coup d'État démocratique ou la prise de pouvoir par le Parlement de Strasbourg :** Edouard TETREAU a, pensé que le Parlement européen, seule institution européenne démocratiquement légitime, pouvait prendre le pouvoir à partir de 2014, en proclamant des « États-Unis d'Europe » s'imposant aux États nationaux. Or, l'idée est une chimère totale car le Parlement de Strasbourg n'a pratiquement aucun pouvoir d'initiative, ne lève aucun impôt et, de facto, est à la merci des décisions des États européens qui gardent la vraie souveraineté, notamment en matière de budget et de politique monétaire.

Au vu de ces échecs, la conclusion pourrait dessiner les contours d'une impasse dangereuse. Depuis le rejet par referendum en 2005 par les Français d'une constitution européenne, l'Europe n'a pas cessé de régresser et la crise de l'euro en 2009 qui aurait pu être l'occasion d'un sursaut, n'a été que la confirmation de la fin du « rêve européen » et le retour à l'Europe d'avant. Mais, pour Edouard TETREAU, une voie n'a pas encore été explorée, c'est celle d'une « renaissance française » pour faire renaître l'Europe.

Pas de renaissance européenne sans une renaissance française

Edouard TETREAU soutient l'idée qu'une Europe unie où les pays dépassent leurs propres intérêts et frontières, une Europe tolérante où le miracle de la mixité et de la coexistence pacifique d'ethnies, religions et races différentes se produit, une Europe altruiste, soucieuse de paix, de prospérité et d'équilibre, une Europe de l'art de vivre, de la culture, une Europe ouverte sur tous les mondes, l'Afrique et le Moyen-Orient au Sud, la Russie et l'Asie à l'Est, les Amériques à l'Ouest, cette Europe-là est une idée française. **Ce n'est pas d'une Europe-puissance, mais d'une Europe-tolérance dont le monde a besoin**, bien plus que du consumérisme américain ou du mercantilisme chinois. Si l'Europe va mal, se rabougrit, c'est parce que la France va mal, se replie sur elle-même et retrouve ses vieux démons que sont l'antisémitisme, la haine des riches, des élites, la peur de l'étranger, de l'islam, et surtout la haine de soi.

S'il existe une forme de « dépression de l'idée européenne », du projet européen, c'est parce qu'il existe une forme de « dépression française » et la France en présente aujourd'hui tous les symptômes : mésestime de soi, incapacité à se juger comme la 5ème puissance économique mondiale -un pays de cocagne où l'on vit mieux qu'ailleurs, où l'on est soigné mieux qu'ailleurs, éduqué moins cher qu'ailleurs-, refus systématique de concevoir un avenir prometteur, quête

douloureuse de l'identité. « Qu'est-ce qu'être français ? », fut le grand débat de 2008-2009 et dont Alain FINKIELKRAUT vient d'y répondre en désignant notre « Identité Malheureuse ».

Edouard TETREAU estime que les clés de la « renaissance européenne » sont pourtant à portée de main. Elles ne sont ni à Bruxelles, ni au Parlement de Strasbourg, ni sur les marchés financiers de Londres ou les coffres de Francfort, ni à Berlin, l'Allemagne n'ayant pas l'ambition ou les moyens de prendre le leadership du projet européen, mais bien en France, à Paris. Mais la question est : existe-t-il en France encore suffisamment d'énergie vitale, de capacité de projection, de confiance dans l'avenir, pour que les générations qui viennent sortent la France et l'Europe de leur dépression du moment ? Qu'est-ce qui nous constitue, au plus profond de nous-mêmes ? Qu'est-ce qui nous entrave, nous empêche d'avancer ? Voilà ce à quoi Edouard TETREAU nous invite à répondre ensemble.

****

La réponse apportée par **Dov ZERAH** a montré que, depuis vingt cinq ans, on vit dans **une forme de modification fondamentale du monde**, où on a cru que la chute du Mur de Berlin serait la fin de l'histoire et qu'on allait vers un monde unipolaire où la république impériale américaine allait dominer le monde. Mais faute d'avoir un monde organisé, le risque d'un monde unipolaire ne s'est pas produit. Les pays dits « émergents » ne veulent pas prendre part au débat et sont plus dans une démarche individuelle de développement, la Russie pointe le nez dans des conflits relativement limités et circonscrits et, au milieu, **l'Europe est à la recherche d'un second souffle**. Sortie de la Seconde guerre mondiale affaiblie et exsangue, coupée en deux, elle a perdu son leadership mondial. Les initiatives prises pour organiser des coopérations européennes et développer des synergies entre les anciens ennemis, ont jeté les bases d'une construction européenne, d'un idéal européen et du défi d'une paix durable sur le continent. Pari réussi puisque l'Europe n'a pas connu de guerre depuis 1945, à l'exception de celles résultant de la dislocation de la Yougoslavie, et pari salué par l'obtention du Prix Nobel de la Paix en 2012.

Mais, aujourd'hui la question est de **savoir si l'Europe a encore une place économique dans le monde et si elle veut à nouveau écrire l'histoire**. Une sorte de psychanalyse collective permettrait de mieux savoir pourquoi l'Europe n'a plus envie d'écrire l'histoire, comme le montrent un certain nombre d'indices, tels que :

- **La démographie** : L'Europe apparaît comme un continent de basse pression démographique et devient hôte en recevant des immigrés avec les difficultés qu'on connaît,
- **Les élargissements de l'Europe au détriment des approfondissements** : en 20 ans, l'Europe s'est progressivement élargie, en passant de 6 membres à 27, mais sans qu'il y ait une véritable communauté. Les pays membres n'ont pas les mêmes perceptions, pas la même vision et ne partagent pas de pacte social. Tous ces élargissements ont plutôt compliqué les processus décisionnels européens et dilué la capacité d'affirmation de l'Europe.
- **Le décrochage économique de la zone Euro** depuis vingt ans, en comparaison des performances américaines, en termes d'emploi, de productivité, d'investissement, de recherche, et de la croissance chinoise.
- **Le creusement des déficits publics**, suite à la diminution des recettes fiscales consécutives au recul de l'activité économique, diminution accentuée par le coût des mesures de relance de l'activité adoptées pour stimuler l'économie.
- **La politique monétaire sous contrainte** jusqu'aux « révolutions », bénéfiques à l'activité économique, de Mario DRAGHI, le nouveau Président de la Banque Centrale Européenne, en matière notamment de taux de change ou de rachat d'obligations souveraines sur le marché secondaire des États.
- **La remise en cause progressive du système social,** de plus en plus contesté avec la mondialisation et la confrontation des nouveaux pays « émergents » ou à fort potentiel de main d'œuvre bon marché, comme la Chine, et l'absence de position européenne commune sur tous les sujets de la durée du travail, de l'âge de la retraite, etc.
- **L'affaiblissement de l'Europe de la connaissance :** l'Europe est totalement marginalisée et en dehors des grands centres. Quatre raisons sont généralement avancées pour expliquer le retard européen : les budgets publics en progression moindre qu'outre Atlantique, la Recherche & Développement en entreprises moins dynamique, l'effondrement de la recherche militaire et la recherche universitaire moins développée qu'aux États-Unis.

Alors, est-il possible de changer cette situation et quelle stratégie adopter ? Dov ZERAH a ouvert deux pistes :

- **L'exigence d'un nouvel approfondissement :** tétanisés par leur histoire, leurs deux guerres civiles qu'ont représentées les deux guerres mondiales, les Européens ne semblent plus vouloir écrire l'histoire et ne sont plus les maîtres de leur destin ! Il est temps que s'exprime **un volontarisme politique européen** car aujourd'hui on est plutôt dans une « Europe des marchands ». Toute intervention politique commune de l'Europe est impossible car il y a toujours des pays pour ne pas suivre, là où pourtant la situation exigerait une mobilisation européenne (cf. l'affaire libyenne, le Mali et l'Afrique en général, le conflit israélo-palestinien, etc). Des progrès sont à faire pour faciliter un véritable gouvernement européen. La crise économique que traverse l'Europe depuis 2008 a appelé le renforcement de l'intégration monétaire. Des mesures ont été adoptées [traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance communément appelé « pacte budgétaire européen » signé en mars 2012 par 25 pays européens et instituant une règle d'or budgétaire ; mesures de la BCE ; Mécanisme européen de stabilité officiellement entré en vigueur en octobre 2012 ;

union bancaire décidée en décembre 2012 pour renforcer la supervision des banques européennes confiée à la BCE] qui ont permis de rétablir la crédibilité de la politique monétaire européenne et de restaurer sa transmission à l'ensemble des acteurs de la zone euro. Preuve de la réussite de ce volontarisme européen : la situation s'est largement détendue sur les marchés obligataires européens, attestant du retour de la confiance des investisseurs. Mais, il faut aller plus loin, anticiper, ne pas simplement agir sous la pression des circonstances et envisager de réels transferts de compétence dans des domaines difficiles comme la fiscalité.

- **La recherche de partenariats stratégiques :** dans un monde globalisé, seules les stratégies de coopération et de partenariat permettent de surmonter les défis auxquels l'humanité est confrontée ! L'Europe doit donc s'y inscrire sans aucune frilosité ! Elle doit s'inscrire dans **un partenariat fort avec les Américains, voire les Russes**, pour éviter que le centre du monde ne se déplace irrémédiablement vers l'Océan pacifique et n'accentue la marginalisation de l'Europe. Quelles que soient les différences entre le modèle social européen et l'American way of life, ceux-ci ont plus de similitudes qu'avec les modèles asiatique ou latino-américain, car on est sur des communautés de valeurs, d'intérêts que l'Europe a tout intérêt à défendre. Avec le même souci, l'Europe doit s'inscrire aussi dans **un partenariat Nord-Sud avec les pays méditerranéens et les pays africains.**

***

Les débats ont permis de compléter ces constats et de s'interroger sur des solutions possibles. En résumé, on peut retenir le sentiment relativement partagé d'une **absence de vision, de projet politique de l'Europe** depuis Maëstricht et de la nécessité pour elle d'entrer dans **une logique de l'urgence politique**, avec l'espoir que l'Europe d'aujourd'hui soit plus à même, si on le lui dit, de percevoir son rôle dans le monde, et un vrai rôle. Percevoir son rôle dans le monde est déjà un acte politique, mais un acte politique à racine culturelle et on peut regretter que l'Europe ait déconnecté de manière aussi radicale le politique du culturel, alors qu'une des conditions du fonctionnement de l'Europe serait de se reconnecter à sa culture et à ce qui la constitue. Il s'agirait donc de **revisiter le code originel de l'identité fondatrice** de l'Europe, sans avoir peur d'assumer ses racines chrétiennes, sans être amnésique de son histoire, en adossant **la « renaissance européenne » à une « renaissance spirituelle »,** c'est-à-dire en bâtissant le renouveau politique sur les bases spirituelles et culturelles de l'Europe mais aussi en redonnant aux européens et en particulier, aux jeunes, une **« fierté de soi »**, la fierté d'appartenance à un pays ou à une Europe qui ont encore quelque chose à proposer, à un territoire qui a une histoire. Lorsqu'on parle de la « dépression européenne », un des critères objectifs c'est d'abord la mésestime de soi. L'Européen se mésestime, n'arrive plus à se reconnaître tel qu'il est, à reconnaître son énergie, ses résultats, sa capacité d'agir dans le monde d'aujourd'hui.

Néanmoins, des nuances ont été introduites sur la réalité de la diminution de la place de l'Europe, du recul de l'idéal européen. Certains avancent l'idée que le projet européen ne se porte pas plus mal aujourd'hui qu'hier et même qu'il se porterait plutôt mieux. Pour preuve, l'absence de repli individualiste des jeunes générations dont on a beaucoup à espérer par rapport aux générations aujourd'hui au pouvoir. Le **refus de croire au basculement irrémédiable de l'Europe** a aussi été bien exprimé car dans un monde multipolaire qui ne sait pas où il va, l'Europe peut faire la différence à condition qu'elle sache « écouter », d'où la question « L'Europe veut-elle encore jouer son rôle, si elle ne veut pas être renvoyée dans les coulisses ? ». Nombreux sont ceux qui adhèrent à l'idée selon laquelle le sursaut politique pourrait -devrait- venir du côté français, mais y-a-t-il aujourd'hui une voix à Paris pour porter cette volonté de « renaissance européenne » quand la seule voix qui monte est celle de Mario DRAGHI ? Rejeter la vision non démocratique d'une Commission européenne devenue trop technocratique, insuffler plus de subsidiarité, de réflexion stratégique et de communication, **ancrer la « renaissance de l'Europe » dans une dimension plus occidentale** pour éviter l'écueil de diplomaties trop empreintes d'intérêts nationaux, sont autant de pistes suggérées pour progresser.

Certes, les États ne réussiront pas du jour au lendemain à définir **une diplomatie européenne commune**, à mesurer ce qu'il faut faire ensemble et à se mettre d'accord sur tous les sujets. Ce n'est pas parce qu'on a un service de diplomates que pour autant on puisse dire qu'on a une diplomatie européenne, d'où l'idée d'un corps diplomatique européen qui travaille à définir une stratégie diplomatique européenne sur un certain nombre de sujets.

Mais, l'essentiel de la solution viendra du **développement de la prise de conscience des Européens eux-mêmes**. Ce qui est le plus critiquable dans l'évolution de ces vingt dernières années, c'est l'absence de prise de conscience du projet européen par l'ensemble des européens, comparé aux vingt premières années de l'Union européenne. Pourquoi en est-on là ? Parce que la société civile n'a plus de mouvements, d'organisations, voire même parfois de lobbies pour promouvoir cette idée européenne, y compris dans l'Église elle-même. Il s'agirait donc de redynamiser le rôle des membres de la société civile, des corps intermédiaires et en particulier, tout le travail fait au sein de l'Église pour diffuser le projet européen. Il faut que l'Église, toutes les Églises s'assument. Au lieu de se recroqueviller, de s'arc boutée sur elle-même, l'Europe doit défendre ses spécificités que sont sa vision civilisatrice, son modèle social, son humanisme, car le modèle européen repose sur un équilibre entre l'individu et le collectif qui n'existe nulle part ailleurs, ni dans le monde arabe, ni dans le monde chinois.